



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/46/PV.91

18 septembre 1992

FRANCAIS

Quarante-sixième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 91^e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 25 août 1992, à 10 h 30

Président : M. SHIHABI (Arabie saoudite)

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies [114] (suite)

La situation en Bosnie-Herzégovine [150] (suite)

- a) Projet de résolution
- b) Amendement

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, Bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 10 h 45.

POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/46/868/Add.4)

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : J'attire l'attention de l'Assemblée sur le document A/46/868/Add.4, qui sera distribué sans tarder et qui contient le texte d'une lettre qui m'a été adressée par le Secrétaire général pour m'informer que, comme suite à ses lettres des 4 février, 13 avril, 18 juin et 24 août 1992, le Bénin a effectué le versement nécessaire pour ramener le montant de ses arriérés en deçà du seuil visé à l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de cette information?

Il en est ainsi décidé.

POINT 150 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

LA SITUATION EN BOSNIE-HERZEGOVINE

- a) PROJET DE RESOLUTION (A/46/L.76)
- b) AMENDEMENT (A/46/L.77)

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : J'attire l'attention des représentants sur le fait que l'Assemblée générale est maintenant saisie, en plus du projet de résolution qui figure dans le document A/46/L.76, d'un amendement présenté par la Fédération de Russie et paru sous la cote A/46/L.77.

Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais remercier les représentants qui ont pris la parole hier d'avoir respecté l'heure à laquelle ils s'étaient engagés à le faire.

M. LUNA (Pérou) (interprétation de l'espagnol) : Je suis très heureux de voir mon cher ami l'Ambassadeur Shihabi présider une fois de plus l'Assemblée générale.

La délégation péruvienne a appuyé l'inscription de la question intitulée "La situation en Bosnie-Herzégovine" à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Elle l'a fait parce qu'elle estime que cette situation concerne les Etats Membres des Nations Unies, le recours à la force, l'occupation et l'intention d'usurper le territoire d'un Etat souverain Membre des

M. Luna (Pérou)

Nations Unies, des violations massives des droits de l'homme, et le non-respect des normes du droit international, du droit humanitaire international et des principes de la Charte. C'est pourquoi ma délégation voudrait exprimer son point de vue de manière très succincte.

M. Luna (Pérou)

Premièrement, le conflit dans l'ex-Yougoslavie est, à notre sens, essentiellement un problème régional européen.

Deuxièmement, c'est donc aux institutions et aux mécanismes régionaux européens qu'incombe la principale responsabilité d'essayer de trouver des solutions politiques globales et complètes à la crise. Il est toutefois nécessaire aussi de créer les conditions qui permettront aux organes des Nations Unies et au Secrétaire général de s'acquitter de manière équilibrée des fonctions qui leur incombent en vertu de la Charte.

Troisièmement, le Pérou appuie les efforts faits actuellement par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, la Communauté européenne, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et l'Organisation de la Conférence islamique pour assurer la fin des hostilités et la mise en place d'un mécanisme permanent de négociation entre les parties.

Quatrièmement, le Pérou a reconnu les Républiques de Croatie, de Slovénie et de Bosnie-Herzégovine.

Cinquièmement, mon pays craint que le conflit dans l'ex-Yougoslavie ne s'étende, que les mesures adoptées jusqu'ici ne s'avèrent inefficaces, et que le non-respect du droit international humanitaire et les violations des droits de l'homme ne persistent, de même que la politique condamnable dite d'"épuration ethnique", ignominie que l'humanité désavoue avec force.

M. GHAFQORZAI (Afghanistan) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois depuis la création victorieuse de l'Etat islamique d'Afghanistan que ma délégation prend la parole devant l'Assemblée générale, qu'il me soit permis de vous exprimer, à vous, notre frère, nos plus sincères félicitations pour votre élection à ces hautes fonctions. Ma délégation se réjouit vivement de voir un frère d'Arabie saoudite - pays avec lequel l'Afghanistan entretient des relations fraternelles et amicales - présider cette assemblée. Vous dirigez la quarante-sixième session de l'Assemblée générale avec beaucoup de sagesse et de clairvoyance, et nous sommes certains que, grâce à vos qualités de diplomate expérimenté, la présente session sera couronnée de succès.

L'effondrement du communisme et la fin de la guerre froide ont permis de réunir les conditions nécessaires pour promouvoir et renforcer encore le rôle des Nations Unies en tant qu'organisation mondiale dans laquelle la famille

M. Ghaforsai (Afghanistan)

planétaire place de grands espoirs. La politique des blocs a fait place à une plus grande coopération entre l'Est et l'Ouest. La menace d'un affrontement nucléaire et des armes de destruction massive d'est dissipée.

Toutefois, la communauté mondiale est confrontée aux nouveaux problèmes soulevés par la poursuite d'une politique néfaste visant à encourager les forces d'agression dans leur quête d'assujettissement des peuples par la privation de leur droit à l'autodétermination et à la légitime défense et dans leur quête de supériorité ethnique.

L'Assemblée générale, autorité suprême de la famille planétaire, reprend ses débats pour se pencher sur la situation en Bosnie-Herzégovine, pays où la force semble vouloir remplacer l'ordre public et saper les droits fondamentaux d'une nation. L'Etat islamique d'Afghanistan et son peuple compatissent profondément aux souffrances des populations musulmanes et autres de Bosnie-Herzégovine qui sont victimes de l'agression.

L'Afghanistan qui, durant la dernière décennie, a lui-même été victime de la politique d'agression, comprend les griefs de la population innocente de Bosnie-Herzégovine. Nous condamnons les agressions commises contre ce petit pays innocent. De même, nous condamnons les violations massives du droit humanitaire international, les exécutions sommaires et arbitraires, les disparitions forcées, la torture, les arrestations et les détentions arbitraires, et toutes les autres formes de traitement cruel, inhumain ou dégradant infligé à des civils innocents par les nationalistes serbes appuyés par l'Armée nationale yougoslave (JNA). Tandis que la communauté internationale concentre ses efforts sur l'éradication définitive de l'odieuse politique d'apartheid, une autre forme de politique cruelle et injustifiable - l'"épuration ethnique" - opprime le peuple de Bosnie-Herzégovine.

Si nous nous opposons à l'agression contre la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale, les droits de l'homme fondamentaux et l'unité de la Bosnie-Herzégovine, ce n'est pas seulement par solidarité islamique. Défendre l'opprimé contre l'opresseur et l'agresseur est une question de principe. Peu importe que l'opprimé soit une nation musulmane ou non musulmane. Nous estimons qu'il est de notre devoir de rester ferme et de contribuer sincèrement à l'application des résolutions adoptées par l'organisation mondiale pour mettre fin à cette situation illégale.

M. Ghafourzai (Afghanistan)

Cela fait déjà un certain temps que l'Organisation des Nations Unies s'intéresse à la grave situation qui règne en Bosnie-Herzégovine. Les résolutions 770 (1992) et 771 (1992) comptent parmi les 13 résolutions adoptées sur le sujet et traduisent la profonde préoccupation de la communauté internationale quant à la gravité de la situation dans ce pays déchiré par la guerre. Toutefois, les pressions internationales ne semblent pas compléter les efforts déployés par les Nations Unies pour éviter une catastrophe. En dépit de l'adoption de résolutions par le Conseil de sécurité; des initiatives de M. Boutros Boutros-Ghali, le Secrétaire général des Nations Unies, et de son Représentant spécial en Yougoslavie; des efforts louables de la Communauté européenne et de l'action courageuse accomplie par la Force de protection des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, la situation empire et les combats sont de plus en plus acharnés.

Les nationalistes serbes, encouragés et armés par leurs partisans, ont de toute évidence l'intention de résoudre la crise de façon injuste par le déplacement forcé de la population. Cela, joint à l'avantage considérable des Serbes en matière d'armements placent le peuple de Bosnie-Herzégovine dans une position difficile alors qu'il s'adresse à la communauté internationale pour solliciter des pays épris de paix l'aide politique, économique et militaire qui lui permettrait d'exercer son droit fondamental à la légitime défense, comme le prévoit l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Ma délégation est persuadée que si nous voulons mettre fin immédiatement à ce défi à la justice internationale et aux principes du droit international, ramener la paix et le calme et rejeter en même temps la théorie de l'acquisition de territoire par la force et promouvoir la légitimité internationale, cette reprise de la session de l'Assemblée générale doit alors adresser un message clair, à savoir que le seul recours qui reste - et qui sera probablement utilisé - est l'Article 42 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Voilà pourquoi ma délégation a appuyé la reprise de la session et se félicite aujourd'hui de parrainer le projet de résolution contenu dans le document A/46/L.76.

M. Ghaforsai (Afghanistan)

En votant pour ce projet de résolution, nous prendrons la première mesure efficace en vue du retrait de toutes les forces militaires et paramilitaires de la Bosnie-Herzégovine, ce qui permettra à sa population de jouir de la démocratie, de la justice sociale, de la paix et des droits de l'homme, et d'entretenir des relations amicales avec tous ses voisins. Nous pensons que si l'agression se termine et si on laisse en paix le peuple de Bosnie-Herzégovine, des groupes ethniques différents pourront une fois encore coexister dans la paix et la compréhension.

Ma délégation éprouve elle aussi des difficultés en ce qui concerne la question de la succession, en raison principalement de l'attitude négative adoptée par le Gouvernement de Yougoslavie (Serbie-Monténégro) vis-à-vis de la situation en Bosnie-Herzégovine. La reconnaissance et le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et le retrait de toutes les forces militaires et paramilitaires de ce pays frappé par la guerre pourraient ouvrir la voie à une décision en la matière par l'Organisation. Toutefois, la cessation immédiate de la situation illégale qui prévaut actuellement en Bosnie-Herzégovine créerait un climat dans lequel les pays nouvellement créés qui constituaient l'ex-Yougoslavie seraient en mesure de régler la question.

J'aimerais terminer par une prière : "Oh Dieu, donne-nous le pouvoir de changer ce que nous pouvons changer et la force d'accepter ce qui ne peut pas l'être." Que le Dieu Tout-Puissant donne au peuple de Bosnie-Herzégovine le pouvoir de changer cette situation illégale et donne à la Serbie-Monténégro la force d'accepter ce qu'elle ne peut changer.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant de l'Afghanistan des paroles extrêmement aimables qu'il m'a adressées. Je lui souhaite, à lui et au Gouvernement de l'Etat islamique d'Afghanistan, plein succès et bonheur. Je me réjouis à la perspective de le voir jouer un rôle positif sur la scène internationale.

M. JARAMILLO (Colombie) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, je voudrais avant tout vous féliciter pour la façon intelligente et habile dont vous dirigez les travaux de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale. Je tiens également à vous remercier de la diligence avec laquelle vous avez convoqué cette réunion en vue d'examiner la situation tragique des habitants musulmans et croates de la Bosnie-Herzégovine.

M. Jaramillo (Colombie)

La preuve la plus éloquente de la gravité du conflit qui sévit dans les Balkans est la convocation de cette réunion, qui rassemble les divers pays du monde à l'Assemblée générale.

Depuis plusieurs mois, nous assistons à l'une des agressions les plus intolérables, que toute conscience civilisée se doit de condamner. Mais nous avons noté également avec étonnement le retard inacceptable avec lequel ont réagi tous ceux qui étaient censés agir pour répondre aux appels au secours de la population sans défense de la Bosnie-Herzégovine, population d'un Etat que, il y a quelques semaines à peine, nous avons admis à l'Organisation. Le Conseil de sécurité n'a pas encore adopté toute la gamme de mesures que la Charte met à sa disposition dans des cas comme celui-ci, caractérisé par une cruauté indicible, qui porte atteinte à la paix et à la sécurité.

Le peuple et le Gouvernement colombiens - et c'est la raison qui m'a poussé à intervenir - estiment que les droits les plus élémentaires de la population ont été violés avec la plus extrême cruauté à la suite des actes abominables commis dans cette République nouvelle créée, pays ami et indépendant qui est victime d'actes intolérables de la part de la Serbie et du Monténégro, ainsi que de l'armée de l'ex-Yougoslavie et des groupes paramilitaires qui lui sont associés.

Il est inacceptable qu'en cette époque de développement historique pour l'humanité, on prétende imposer un concept d'"épuration ethnique", d'élimination ethnique, à une population. Cela est tout à fait contraire aux principes les plus élémentaires du droit international humanitaire et aux règles fondamentales de la coexistence entre les peuples.

C'est pourquoi la Colombie appuie les mesures prises au sein des Nations Unies dont le seul but est de mettre fin à une aggression externe. Incapable de se défendre convenablement, la Bosnie-Herzégovine a sollicité de la communauté internationale l'aide la plus élémentaire qu'elle puisse lui accorder, aide qui devrait lui permettre de survivre en tant qu'Etat souverain et permettre à ses habitants de vivre en paix dans le territoire qui lui appartient.

Ma délégation estime que le moment est venu de mettre fin une fois pour toutes à toutes ces violations et de trouver rapidement une solution politique

M. Jaramillo (Colombie)

à la situation. Nous pensons toutefois que toute mesure que l'Organisation adoptera devra être appliquée en stricte conformité avec la Charte, qu'il s'agisse des mesures conciliatoires stipulées au Chapitre VI ou des mesures plus contraignantes prévues au Chapitre VII, étant entendu que c'est au Conseil de sécurité qu'il appartient de décider de ce type d'action résolue.

Nous pensons que toute opération susceptible d'impliquer le recours à la force devra commencer et se poursuivre strictement sous mandat et contrôle des Nations Unies. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons garantir la clarté de l'objectif recherché, indispensable dans le cas d'un conflit de cette nature.

La Colombie comprend et appuie les termes du projet de résolution dont nous sommes saisis, qu'elle interprète dans le sens que je viens d'indiquer.

Nous déplorons la grave situation qui existe en Bosnie-Herzégovine et la sérieuse détérioration des conditions de vie de ses habitants, en particulier les populations musulmane et croate, situation qui résulte de l'agression commise par l'armée de la Serbie-Monténégro et par les unités paramilitaires qu'elle soutient. Nous affirmons également que nous ne reconnaissons aucune acquisition de territoire par la force et l'agression violente.

Pour reprendre les termes du projet de résolution, nous sommes alarmés par la perspective d'une intensification des combats dans la région, compte tenu des violations persistantes du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Nous sommes également préoccupés par le fait que les mesures visant à mettre effectivement fin à la pratique du "nettoyage" et de l'élimination ethnique n'aient pas été appliquées efficacement.

Nous rappelons les termes du projet de résolution A/46/L.72 :

"Exprimant la vive inquiétude que lui causent les informations qui ne cessent de lui parvenir sur les violations généralisées du droit international humanitaire sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie et en particulier en Bosnie-Herzégovine, notamment celles faisant état d'expulsions forcées et de déportations massives de civils, d'emprisonnements et de mauvais traitements infligés à des civils dans des centres de détention, et d'attaques délibérées lancées sur des non-combattants, des hôpitaux et des ambulances, qui entravent la

M. Jaramillo (Colombie)

livraison de secours alimentaires et de fournitures médicales à la population civile, ainsi que de dévastations et destructions de biens imotivées," (A/46/L.76, neuvième alinéa du préambule)

ainsi que les termes suivants :

"... de récits... faisant...état d'exécutions sommaires et arbitraires, de disparitions forcées, de cas de torture et de viol et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que d'arrestations et de détentions arbitraires," (Ibid, treizième alinéa du préambule)

M. Jaramillo (Colombie)

Nous tenons à faire nôtre l'accent mis sur la nécessité absolue de trouver d'urgence une solution pacifique à la situation en Bosnie-Herzégovine, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, notamment pour ce qui est du droit des gens et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats. Mais devant l'incapacité de parvenir à une solution pacifique, nous estimons qu'il faut permettre à la Bosnie-Herzégovine d'exercer son droit à la légitime défense et, par conséquent, l'exclure de l'embargo sur les armes établi par la résolution adoptée à cet effet.

Mais nous estimons également que le fait de continuer à accepter, avec une rare complaisance, la présence parmi nous de ceux que nous considérons comme des agresseurs et des violateurs de tous les droits que nous défendons et préconisons et qui constituent le fondement même et la raison d'être de cette organisation n'est pas compatible avec les positions de rejet et les mesures que nous venons de prendre. L'aspect juridique de la succession de la défunte République socialiste fédérative de Yougoslavie doit être défini au plus vite. La présence des représentants de la Serbie-Monténégro dans cette salle ne signifie pas que la Colombie accepte sa succession automatique.

La Colombie est disposée à adopter, de concert avec la communauté internationale, toutes les mesures qui seront nécessaires pour garantir la vie et l'intégrité des personnes et des ethnies menacées, ainsi que l'existence même d'un Etat Membre de notre organisation.

M. ARIDOR (Israël) (interprétation de l'anglais) : Il y a 56 ans, à Genève, le 3 juillet 1936, un coup de feu a retenti dans la tribune réservée à la presse au cours d'une séance de la Société des Nations. Stefan Lux, un Juif allemand qui avait fui l'Allemagne d'Hitler, venait de se suicider. On trouva dans sa mallette des lettres qu'il avaient écrites avec son coeur, signées avec son âme et finalement scellées avec son sang. Les lettres de Lux demandaient aux nations du monde d'ouvrir les yeux sur le sort des Juifs d'Allemagne et à ne pas faire preuve d'indifférence. Mais ce coup de feu n'eut même pas pour effet d'éveiller ou de mobiliser la Société des Nations, qui poursuivit ses activités comme d'habitude, signant ainsi son arrêt de mort.

L'ONU a entendu les coups de feu. Elle a vu les images à la télévision. Elle a lu les rapports. Nous ne pouvons choisir le silence. Nous n'osons pas choisir le silence. Et c'est vrai que nous parlons, mais même les paroles de

M. Aridor (Israël)

défi les plus éloquentes seront rapidement oubliées si elles ne sont pas suivies de faits. Et seule l'action mettra fin aux souffrances en Bosnie-Herzégovine.

Israël est choqué par les événements dans les Balkans. En tant que juifs, nous avons toujours compati aux souffrances d'autres êtres humains, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou autres. C'est une leçon qui nous a été inculquée par notre propre histoire tragique. Dans le cadre de l'effort international visant à dénouer la crise humanitaire, Israël a envoyé de l'aide humanitaire à la Bosnie-Herzégovine sous l'égide de l'ONU. Israël a accepté d'envisager favorablement de contribuer à la supervision des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine au cas où cette tâche serait ajoutée au mandat actuel de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU).

Nous espérons que la conférence de paix sur la Yougoslavie qui est censée débiter mercredi à Londres sera fructueuse. Le moment est venu pour les parties de rechercher la paix avec autant de détermination qu'elles poursuivent le combat.

Les informations sur l'"épuration ethnique" et les centres de détention en Bosnie-Herzégovine ont fait frémir la population d'Israël. Ces pratiques sont odieuses et ignobles et doivent cesser sur-le-champ. Mais il semble que le monde n'a pas appris grand-chose des événements survenus il y a cinq ou six décennies.

La terreur est monnaie courante dans des régions de la Bosnie. Elle doit cesser. Nous savons ce que nous avons à faire. Que l'Organisation des Nations Unies, que le monde entier fasse son devoir.

M. ABU ODEH (Jordanie) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, étant donné que c'est la première fois que je prends la parole devant l'Assemblée générale, permettez-moi tout d'abord de vous rendre hommage.

Je souhaite également m'associer aux orateurs précédents pour vous exprimer, au nom de ma délégation, mes remerciements et ma reconnaissance pour avoir décidé rapidement de la reprise de la session de l'Assemblée générale pour examiner la question de la situation grave et tragique régnant en Bosnie-Herzégovine. Je suis sûr que, sous votre direction, nous parviendrons aux meilleurs résultats à l'issue de ces séances, c'est-à-dire amener le Conseil de sécurité à donner suite aux mesures qu'il a adoptées pour faire

M. Abu Odeh (Jordanie)

face à la situation en Bosnie-Herzégovine, en conformité avec les principes de la Charte et du droit international. J'espère que l'Assemblée générale adoptera par consensus le projet de résolution contenu dans le document A/46/L.76 en date du 24 août 1992, que mon pays a l'honneur de coparrainer.

Nous ne tiendrions pas ces séances de l'Assemblée générale à la veille de la fin de la quarante-sixième session si les appels répétés du Conseil de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu dans la République de Bosnie-Herzégovine avaient été entendus et si les diverses résolutions adoptées successivement depuis quatre mois par le Conseil de sécurité sur cette question avaient été mises en oeuvre.

M. Abu O'ieh (Jordanie)

Nous nous réunissons donc pour permettre à un grand nombre d'Etats de condamner le relâchement évident des efforts internationaux destinés à mettre un terme à l'agression flagrante perpétrée contre la République de Bosnie-Herzégovine, pays nouvellement admis aux Nations Unies, afin qu'il puisse se joindre aux travaux de la communauté internationale, conformément aux dispositions de la Charte, du droit international et des principes de l'ONU. Nous nous réunissons également pour demander instamment au Conseil de sécurité d'assumer sans délai ses responsabilités au regard du maintien de la paix et de la sécurité internationales et de l'arrêt des actes d'agression perpétrés contre un Etat Membre des Nations Unies. Le Conseil devrait également adopter d'autres mesures complémentaires pertinentes au titre des dispositions du Chapitre VII de la Charte en vue de mettre un terme à l'agression et de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

Bref, nous sommes confrontés à une situation où un pays nouvellement admis aux Nations Unies est exposé à une ingérence militaire extérieure et à une agression militaire de la part d'un pays plus puissant. La nature de ce acte d'agression, alliée aux actes barbares et inhumains - notamment l'"épuration ethnique", qui vise à modifier la composition ethnique de cet Etat afin de réaliser certaines ambitions régionales et certaines visées politiques - confère à notre réunion une importance particulière. Nous ne cherchons pas seulement à protéger un Etat Membre de l'ONU, mais à assurer la protection des valeurs humaines et des principes démocratiques de la communauté internationale au moment où nous nous efforçons d'instaurer et de défendre le concept de la sécurité collective en tant que pilier d'un droit international basé sur la coopération plutôt que sur la confrontation.

Jusqu'ici, le monde a traité de la question de l'agression contre la Bosnie-Herzégovine à deux niveaux. Tout d'abord, sur le plan humain, des organisations et des institutions internationales et régionales ont fourni une aide très méritoire, et ce, dans des conditions extrêmement difficiles. On ne rend pas toujours honneur comme il se doit à ce genre d'aide. La Force de protection des Nations Unies est, de tous, celle qui mérite le plus d'éloges et notre gratitude pour les efforts courageux qu'elle déploie pour assurer la

M. Abu Odoh (Jordanie)

fourniture de secours aux affamés, aux malades et aux blessés, et ce, d'autant qu'elle doit faire face à d'immenses obstacles.

Deuxièmement, sur le plan diplomatique, des efforts méritoires sont déployés dans le cadre de la conférence de paix qui doit se tenir sous les auspices de la Communauté européenne pour permettre aux parties de parvenir à un règlement pacifique du conflit.

Si nous tenons à reconnaître tous les efforts humains et diplomatiques qui ont été déployés, nous croyons cependant également qu'ils ne peuvent suffire à eux seuls à mettre fin à cette tragédie et faire cesser l'agression serbe contre la Bosnie-Herzégovine. Cela ressort clairement du fait que, jusqu'ici, l'agression n'a pas été arrêtée. Chaque jour, les circonstances sont de plus en plus favorables à l'agresseur. En dernière analyse, l'ONU, par ses institutions et ses forces, en est encore à traiter les résultats, et non les causes, de l'agression. Malgré l'imposition de sanctions contre la Serbie, les sources de l'agression n'ont en rien diminué.

Nous sommes ici aux prises avec le troisième niveau de la crise, c'est-à-dire les responsabilités dont le Conseil de sécurité doit s'acquitter au titre de l'Article 42 du Chapitre VII de la Charte.

Plusieurs déclarations politiques ont été faites au cours des précédentes séances du Conseil de sécurité sur la Bosnie-Herzégovine, déclarations faites en toute bonne foi par certains Etats Membres et qui ont souvent suggéré que le Conseil de sécurité n'avait pas cherché sérieusement à dissuader l'agression serbe. C'est ainsi du moins que l'agresseur a interprété ces déclarations : comme une référence à deux belligérants obstinés, à un terrain difficile ou à des armes perfectionnées aux mains d'une armée désorganisée et ainsi de suite -, questions qui ont déjà été liées pour souligner la difficulté qu'il y a à faire usage de la force pour repousser l'agression infligée à la Bosnie-Herzégovine.

Nous espérons que tel n'est pas le cas. Sinon, en corollaire, ce qui détermine l'application des dispositions de la Charte dans un conflit ou leur non-application dans un autre, ce sont des facteurs liés à la géographie, à la démographie et à la psychologie des belligérants et non à l'agression en tant que telle, quelle que soit la mesure dans laquelle elle enfreint le droit international et les principes des Nations Unies.

M. Abu Qdeh (Jordanie)

Malgré leurs efforts louables, les Nations Unies ont été incapables jusqu'à présent de protéger la République de Bosnie-Herzégovine et sa population. L'agression perpétrée de l'extérieur contre un Etat Membre de notre organisation se poursuit.

La résolution 724 (1991) du Conseil de sécurité, qui a imposé un embargo officiel à l'encontre de la Yougoslavie, a été adoptée dans des circonstances différentes. Cette résolution a eu l'effet néfaste, imprévisible au moment de son adoption, d'affaiblir la victime et de la priver des moyens d'assurer sa propre défense. L'Etat victime devrait au moins être capable de se défendre, conformément à l'Article 51 de la Charte. Pour corriger la situation, la résolution 724 (1991) du Conseil de sécurité devrait être revue, au moins pour exempter la Bosnie-Herzégovine de ses dispositions. Certaines autres mesures devraient également viser à mettre fin à l'agression, à permettre le retour des réfugiés dans leurs villes, leurs villages et leurs fermes, et à repousser l'agresseur au-delà de sa frontière d'origine.

J'ajouterai pour terminer que rien ne devrait empêcher les Nations Unies d'adopter rapidement des mesures efficaces pour mettre fin à l'agression, maintenir l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine ainsi que l'indépendance politique et la souveraineté de son gouvernement partout dans son territoire, et lutter contre tous les effets et les répercussions entraînés jusqu'ici par l'agression. Nous sommes certains que la conférence de paix qui doit avoir lieu sous les auspices de la Communauté européenne tiendra compte de tous ces éléments dans la recherche d'un règlement d'ensemble de la tragédie de Bosnie-Herzégovine. Il est grand temps de régler ce problème et de soulager ceux qui souffrent, de façon à instaurer la stabilité, la coexistence et la coopération entre tous les peuples des Balkans.

M. AYALA LASSO (Equateur) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord, au nom de ma délégation, réaffirmer la satisfaction que nous éprouvons à vous voir présider cette session de l'Assemblée générale avec la compétence et la sagesse qui vous sont coutumières.

L'Equateur se félicite de l'initiative des Etats membres de la Conférence islamique de convoquer l'Assemblée générale pour traiter du problème délicat de la Bosnie-Herzégovine. Comme je l'ai dit au Conseil de sécurité, mon pays

M. Ayala Lasso (Equateur)

partage l'angoisse de la communauté internationale face au déroulement d'une crise dont les manifestations les plus douloureuses de la souffrance humaine vont de pair avec les manifestations les plus répréhensibles de cruauté, d'abus, de politiques d'oppression et de mort, pratiques que nous pensions totalement éliminées. La politique d'épuration ethnique et son corollaire - déportations, réfugiés et mort de civils innocents - méritent notre condamnation la plus énergique et inconditionnelle.

Ce matin, nous avons été témoins de la destruction provoquée par la nature dans la ville de Miami, en Floride. Avec combien plus d'angoisse et de préoccupation encore avons-nous assisté ces derniers jours, ces dernières semaines et ces derniers mois, à la destruction, à la souffrance et à l'angoisse causées par l'homme en Bosnie-Herzégovine - actes éminemment condamnables qui devraient nous inciter à la réflexion.

M. Ayala Lasso (Equateur)

L'Equateur attache une importance particulière au rôle que la communauté internationale doit jouer dans la promotion d'une solution pacifique au conflit yougoslave. C'est pourquoi nous avons appuyé toutes les initiatives présentées au Conseil de sécurité à cette fin, ainsi que toutes les mesures à caractère humanitaire adoptées en faveur des civils sans défense pris dans le conflit.

Aucun effort en faveur de la paix n'est superflu. Il ne fait pas de doute que l'Assemblée générale contribuera, de tout le poids de son autorité morale et de sa structure démocratique et dans le cadre des principes de la Charte de notre organisation, à faciliter l'arrêt des affrontements et le retour à la coexistence pacifique en Bosnie-Herzégovine.

L'Equateur croit fermement que toute solution authentique à un différend doit se fonder sur le respect des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. Les désaccords doivent être résolus par les moyens pacifiques énoncés dans la Charte même. Les solutions trompeuses qui font appel à la force ne font que compliquer les problèmes, retarder les solutions et prolonger les conflits.

Dans ce cas, comme dans n'importe quel autre, l'Equateur estime que la base d'une solution repose sur le respect inconditionnel du principe selon lequel l'acquisition de territoire par la force est nulle et non avenue et ne peut conférer de droits à l'agresseur. Le respect de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine est également un pilier fondamental de la paix dans la région, au même titre que le respect de la souveraineté, de l'indépendance politique et du droit à décider, de façon autonome et démocratique, la forme de gouvernement qui convient le mieux à tous les habitants de ce pays.

L'Assemblée se réunit à la veille de l'ouverture de la conférence de Londres. Nous devons appuyer de la manière la plus ferme les initiatives et les démarches régionales visant à trouver une solution globale à la crise dans l'ex-Yougoslavie. La capacité d'action des organismes régionaux européens est soumise à une épreuve d'efficacité et de dynamisme. Dans ce contexte, il ne fait aucun doute qu'aussi bien les travaux en cours du Conseil de sécurité que la décision de l'Assemblée générale pourraient s'avérer des facteurs importants du processus de négociation.

Bien entendu, le succès dépendra par-dessus tout de la volonté des parties au conflit. D'abord, les hostilités doivent cesser immédiatement, ce qui, en plus de soulager les souffrances du peuple de Bosnie-Herzégovine,

M. Ayala Lasso (Equateur)

contribuera à créer un climat propice au dialogue. En outre, il faut accorder au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) l'accès immédiat, permanent et sans restriction à tous les lieux où il est nécessaire d'enquêter sur les cas de violation des droits de l'homme et de non-respect des dispositions des conventions relatives au droit humanitaire. Il faut prendre des dispositions en vue du retour des réfugiés dans leurs foyers et de leur indemnisation pour les dommages subis.

Enfin, toutes les parties doivent prendre les mesures nécessaires pour protéger et assurer la sécurité du personnel de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) et de tous les membres des organisations humanitaires qui accomplissent avec dévouement un travail héroïque dans l'ex-Yougoslavie.

Ces aspects fondamentaux sont reflétés dans le projet de résolution présenté à l'Assemblée générale. C'est pourquoi l'Equateur, qui se félicite de la décision prise par l'Assemblée d'organiser un débat sur cette question, appuiera ce projet de résolution.

M. AL-EUWAIDI (Emirats arabes unis) (interprétation de l'arabe) :
Ma délégation est très heureuse de vous féliciter, Monsieur le Président, de la manière éclairée dont vous dirigez l'Assemblée générale à l'occasion de cette reprise de session. Nous vous remercions aussi d'avoir fait en sorte que la question de la Bosnie-Herzégovine soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée et que cette dernière soit convoquée aussi rapidement.

L'Assemblée est actuellement réunie pour examiner l'agression flagrante perpétrée contre le territoire et le peuple d'un Etat Membre des Nations Unies. Il y a eu de graves violations des frontières de la Bosnie-Herzégovine, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. D'autres violations graves des droits de l'homme ont également été commises, telles que le massacre de civils, y compris des femmes et des enfants, le but étant de forcer les civils à abandonner leurs maisons et à réaliser le "nettoyage ethnique" des régions peuplées de Musulmans.

Il ne suffit pas que la communauté internationale condamne les méthodes utilisées par les Serbes dans leur guerre raciste contre le peuple de Bosnie-Herzégovine. Ce qu'il faut, c'est appliquer le droit international dans tous ses aspects, afin de mettre fin à cette agression, qui représente une grave menace à la paix et la sécurité dans la région.

M. Al-Suwaidi (Emirats arabes unis)

Si l'on veut que la communauté internationale trouve une solution au dilemme posé par les actes des forces serbes et des forces qui les appuient, nous avons le devoir de déployer de sérieux efforts pour arrêter l'agression et assurer que ses conséquences ne soient pas reconnues. Nous devons également nous efforcer d'assurer le prompt retour des citoyens de Bosnie-Herzégovine dans les villes et les villages occupés actuellement par les forces serbes, ainsi que le dédommagement pour la destruction de leurs maisons et autres biens.

La réalisation de ces objectifs juridiques n'est nullement en contradiction avec d'une part, la levée de l'embargo contre la Bosnie-Herzégovine et, d'autre part, la continuation de l'embargo contre l'agresseur, ce qui permettrait à la Bosnie-Herzégovine de défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Ceux qui se livrent aux pratiques de "nettoyage ethnique", déplacement de personnes, détention, torture et autres actes inhumains doivent être traduits en justice, afin que ces crimes abominables ne puissent se reproduire à l'avenir, un avenir dans lequel, nous l'espérons tous, l'humanité pourra jouir de la paix, de la sécurité, et de la stabilité.

Bien que les efforts menés par la communauté internationale au sujet de l'agression perpétrée contre la République de Bosnie-Herzégovine n'aient pas encore réussi à dissuader l'agresseur ni à imposer la légitimité internationale, nous louons les efforts humanitaires déployés par les Nations Unies par le biais de ses différentes institutions, en particulier le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que les efforts déployés par le Comité international de la Croix-Rouge et de nombreux Etats. A cet égard, les Emirats arabes unis, sous la direction du chef de l'Etat, S. A. le cheikh Sultan Bin Zayed Al Nahayyan, ont fourni une aide humanitaire sous plusieurs formes, y compris des fournitures et de l'équipement médicaux, et ce, depuis le début de cette épreuve atroce. Ils continuent de s'efforcer de soulager les souffrances du peuple de Bosnie-Herzégovine.

Je voudrais dire pour terminer que ma délégation appuie le projet de résolution contenu dans le document A/46/L.76 qui a été présenté par le représentant de la Turquie au nom des Etats Membres qui l'ont parrainé.

M. Al-Suwaidi (Emirats arabes unis)

Nous avons l'honneur d'être l'un des auteurs de ce projet de résolution, que nous espérons voir adopter par consensus. Nous appuierons toutes les autres mesures que l'Assemblée générale jugera bon de prendre pour mettre fin aux violations flagrantes de la Charte, du droit international et des conventions et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

M. HADID (Algérie) : Cette reprise de la quarante-sixième session de notre assemblée, pour examiner la tragique situation qui prévaut en Bosnie-Herzégovine, est particulièrement opportune pour permettre à la communauté internationale de se placer résolument du côté du droit et de manifester son soutien effectif au rétablissement de la paix en Bosnie-Herzégovine ainsi que son rejet de l'agression, des exactions et des atteintes graves aux droits de l'homme dans cette république meurtrie, Membre des Nations Unies.

L'Algérie, qui est coauteur du projet de résolution dont sont saisies nos assises, suit avec une profonde tristesse ces événements douloureux. Elle a, dès le mois d'avril dernier, attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la gravité de la situation et les risques d'escalade qu'elle pouvait engendrer.

Devant la persistance de l'agression et les souffrances indicibles qui sont le lot quotidien du peuple de cette république, l'Algérie a pris de son côté un certain nombre de mesures, dont le rappel de son ambassadeur à Belgrade, l'application scrupuleuse de la résolution 757 (1992) et ce, en dépit de la densité des relations économiques qui la liaient à l'ex-Yougoslavie, ainsi qu'une participation concrète à l'élan international d'aide humanitaire, notamment sous forme de fourniture d'aide alimentaire et de produits pharmaceutiques destinés aux enfants bosniaques.

A la veille de la conférence de Londres sur la Yougoslavie, et alors que le Conseil de sécurité demeure saisi de la question dont nous débattons aujourd'hui, il nous paraît essentiel que notre assemblée se prononce avec fermeté sur les trois dimensions majeures de cette crise.

La dimension morale nous commande l'expression d'un soutien puissant au peuple de Bosnie-Herzégovine dans sa résistance à l'agression ainsi que la dénonciation des crimes odieux qui y sont perpétrés.

La dimension politique nous interpelle en ce qu'elle nous dicte de ne reconnaître aucun gain acquis par l'agression. Il est indispensable à cet

M. Hadid (Algérie)

égard d'insister sur la nécessité de respecter l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et la souveraineté de cet Etat Membre des Nations Unies.

La dimension humanitaire, enfin, nous enjoint de relever le défi de la fourniture à la population de Bosnie-Herzégovine des produits nécessaires à ses besoins essentiels et d'en assurer l'acheminement.

Tels sont les axes essentiels qui nécessitent une action urgente de la communauté internationale, qui doit assumer ses responsabilités face à ce drame effroyable.

M. GAMBARI (Nigeria) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord, au nom de ma délégation, vous exprimer ma reconnaissance pour la manière avisée dont vous présidez les débats de cette assemblée. Bien sûr, nous n'en sommes pas surpris. Nous sommes sûrs que sous votre sage direction, les travaux de l'Assemblée seront couronnés de succès. Je voudrais également exprimer toute la reconnaissance de ma délégation pour la rapidité avec laquelle il a été répondu à la demande d'examen urgent de la question dont nous sommes saisis.

La fin de la guerre froide avait fait naître le grand espoir de voir la communauté internationale entrer dans une ère où régneraient la primauté du droit et les normes acceptées de la conduite internationale, une ère où la paix et la sécurité internationales seraient assurées par la sauvegarde de l'intégrité territoriale de tous les pays, grands ou petits, et par la promotion du respect des droits de l'homme de tous les peuples.

Malheureusement toutefois, la réalisation de cet idéal est sérieusement remise en question par les événements qui se déroulent sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Les événements actuels en Bosnie-Herzégovine sont complètement à l'opposé des buts et des principes de l'Organisation. En outre, il est extrêmement préoccupant de constater que ces événements se déroulent en présence d'une des plus grandes forces de maintien de la paix que les Nations Unies aient jamais montées, opération à laquelle mon pays a le privilège de participer, ce dont il est fier.

Nous sommes profondément préoccupés de voir la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un Etat Membre de l'Organisation violées en toute impunité et sa population soumise à des épreuves et à des souffrances indicibles. La reconnaissance, par la communauté internationale, de la

M. Gambari (Nigérie)

Bosnie-Herzégovine en tant que pays souverain et indépendant et son admission à l'Organisation des Nations Unies font obligation à tous les Etats Membres de garantir l'intégrité territoriale de ce pays. Nous nous associons donc aux orateurs précédents qui ont condamné l'agression contre la Bosnie-Herzégovine.

De même, nous déplorons vivement les violations massives des droits de l'homme commises aujourd'hui encore dans le territoire, violations caractérisées par l'expulsion et la déportation forcées, l'emprisonnement en masse et des exactions à l'encontre des civils, la destruction gratuite de vies et de biens et les obstacles dressés à l'acheminement des denrées alimentaires et des fournitures médicales dont la population a désespérément besoin. Nous rejetons sans équivoque la politique d'"épuration ethnique" et la tentative non déguisée de création de zones ethniquement pures. La propre expérience du Nigéria en tant que pays multiethnique et multireligieux, est un exemple vivant du rejet de cette politique odieuse.

De l'avis de ma délégation, nous avons l'obligation, aussi bien collectivement en tant qu'Etats Membres des Nations Unies qu'individuellement en tant que pays souverains, d'agir de manière ferme et décisive pour mettre fin à cette tragédie. Nous prions donc instamment toutes les parties intéressées de rechercher une solution pacifique. Nous sommes reconnaissants des efforts déployés par les Nations Unies, et tenons en particulier à rendre hommage à la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) pour les efforts inlassables et le dévouement de son personnel. Dans le même esprit, nous nous félicitons des résolutions 770 (1992) et 771 (1992) du Conseil de sécurité qui visent à garantir l'acheminement de l'assistance humanitaire dans toutes les parties de la Bosnie-Herzégovine et à ce que les institutions humanitaires internationales aient librement accès aux camps de prisonniers et aux centres de détention.

Mais, de toute évidence, il reste encore beaucoup à faire. Hier, au moment même où l'Assemblée commençait ses délibérations, les combats en Bosnie-Herzégovine s'intensifiaient. Chaque jour qui passe voit le nombre de morts augmenter et les souffrances s'accroître. Il faut d'urgence mettre fin immédiatement à l'effusion de sang et aux atrocités. Plus longtemps cette situation durera et plus elle sera difficile à régler, et plus le danger de voir le conflit s'étendre à d'autres régions sera grand.

M. Gambari (Nigéria)

Deuxièmement, pour faciliter l'arrêt des combats, il faut que les droits de l'homme soient respectés et que leur violation cesse immédiatement. De même que l'Organisation des Nations Unies est autorisée à utiliser "tous les moyens nécessaires" pour veiller à l'acheminement sans entrave des secours et de l'aide humanitaire, la communauté internationale doit envisager des mesures appropriées pour mettre immédiatement fin aux atrocités.

Troisièmement, toutes les tentatives faites pour acquérir des territoires par la force ou de modifier la composition ethnique des diverses régions de la Bosnie-Herzégovine doivent être rejetées et ceux qui en sont les auteurs doivent être tenus pour responsables des conséquences de leurs actes.

En outre, tous les déportés, réfugiés et autres personnes déplacées doivent pouvoir rentrer dans leurs foyers en toute sécurité; les biens dont ils ont été dépossédés doivent leur être rendus et leur droit d'être dédommagés pour les pertes subies doit leur être garanti.

Enfin, la sécurité du personnel de l'ONU, des organismes de secours, des agences humanitaires et des observateurs internationaux, ainsi que celui des médias doit être assurée.

Il est très préoccupant, alors qu'émerge à peine un nouvel ordre mondial, de voir remis en jeu de manière aussi flagrante les idéaux auxquels aspire la communauté internationale des nations. Si elle se montre résolue dans ses intentions et attachée à la primauté du droit, la communauté internationale peut relever le défi et agir pour rétablir la paix et la sécurité, pas seulement en Bosnie-Herzégovine mais dans toutes les régions où des conflits existent, comme en Somalie. Le nouvel ordre mondial ne doit tolérer ni l'agression ni la répression. Au contraire, il doit protéger et confirmer les principes de la Charte des Nations Unies, le respect de la primauté du droit et la défense des droits fondamentaux de tous les peuples.

Enfin, alors qu'elle attend avec impatience la convocation de la conférence de Londres et la reprise de négociations sérieuses pour régler le conflit, la communauté internationale doit prendre d'urgence des mesures pour mettre immédiatement fin à cette violence insensée. Guidé par ses responsabilités et son attachement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que par son profond désir de maintenir la paix et la

M. Gambari (Nigéria)

sécurité internationales, mon gouvernement appuie le projet de résolution dont nous sommes aujourd'hui saisis et demande instamment à toutes les parties en cause de les respecter fidèlement.

M. DORANI (Djibouti) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter des efforts que vous avez faits pour que la question de la Bosnie-Herzégovine soit examinée à la présente session et pour qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale.

Qu'il me soit permis d'autre part de féliciter tous les représentants qui ont contribué à mettre en lumière cet important problème et de saluer les efforts qu'ils ont déployés dans ce sens.

(L'orateur poursuit en français)

Le monde est horrifié par la guerre qui se déroule en Bosnie-Herzégovine. Ce pays frère fait face depuis déjà plusieurs mois à une agression armée venue de l'extérieur. Ces éléments armés appartiennent à l'ancienne milice yougoslave, voire à l'ex-armée yougoslave, et rêvent de réaliser "la grande Serbie", qui consiste à réunir les régions habitées par les Serbes dans les Balkans. Ces forces sont effectivement manipulées, mais aussi et surtout elles sont à la solde d'anciens responsables politiques serbes de Bosnie-Herzégovine assoiffés de sang et de pouvoir, d'où l'amalgame inapproprié, voire délibéré, d'une guerre civile en Bosnie. Ces derniers, qui ont préféré la voix des armes aux urnes, ont vite dévoilé leur dessein qui consiste à prendre le pouvoir proprement dit, non seulement par une guerre qu'ils ont imposée aux Bosniaques mais, malheureusement, par l'extermination de tout un peuple.

La présence des camps de concentration est en soi une insulte lancée à la face de l'humanité. Elle atteste de la nature inhumaine de ce conflit et de la manière impitoyable dont sont traités les Bosniaques. Toutes ces atrocités commises particulièrement contre les musulmans bosniaques se répètent tous les jours sous les yeux du monde entier qui les regarde avec beaucoup d'indignation et de frustration.

En dépit de promesses réitérées de la part des autorités serbes, un cessez-le-feu n'a pas été possible. Les convois d'aide humanitaire sont régulièrement soumis à des attaques militaires, et ceci au mépris de la dernière résolution adoptée par le Conseil de sécurité dans ce sens.

M. Dorani (Djibouti)

Il devient de plus en plus évident que les autorités serbes se servent du conflit pour pratiquer une politique d'"épuration ethnique".

Nous espérons que les deux résolutions relatives à la Bosnie-Herzégovine adoptées par le Conseil de sécurité, à savoir les résolutions 770 (1992) et 771 (1992), ainsi que celle qui sera adoptée aujourd'hui - et que nous appuyons - feront réfléchir la partie serbe pour qu'elle mette fin à cette guerre ignoble aux visées utopiques, sinon le Conseil de sécurité saura prendre ses responsabilités conformément au Chapitre VII de la Charte.

La très jeune République bosniaque a aujourd'hui besoin du soutien sans réserve de la communauté internationale afin de pouvoir se défendre conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Le droit d'un peuple à l'intégrité de son territoire est sacré. Il l'est d'autant plus que la formule pluraliste bosniaque est enracinée dans son sol; elle ne permet aucune dislocation et ne saurait s'accommoder, au sud comme au nord, à l'est comme à l'ouest, d'aucune amputation.

Le pays retrouvera la paix et son unité lorsque les canons seront neutralisés, les milices dissoutes, les causes du conflit extirpées, les barrières entre les régions tombées, quand tous les réfugiés retourneront chez eux et, enfin, lorsque tous les citoyens se regrouperont autour de leur Etat, la République de Bosnie-Herzégovine.

Pour terminer, la délégation de Djibouti veut rendre un hommage mérité au Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, au Conseil de sécurité, aux forces des Nations Unies, à tous les organismes des Nations Unies, et enfin à l'Organisation de la Conférence islamique et à la Communauté économique européenne dans leur détermination de résoudre la question de la Bosnie-Herzégovine.

M. PASHOVSKI (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : La délégation bulgare se félicite de la convocation de cette réunion de l'Assemblée générale consacrée à la situation en Bosnie-Herzégovine.

Dès le tout début du conflit en Yougoslavie, la République de Bulgarie s'est prononcée en faveur de son règlement pacifique par des moyens politiques. C'est avec une préoccupation croissante qu'elle a vu se poursuivre les effusions de sang et les souffrances de milliers d'innocents en Bosnie-Herzégovine.

M. Vashovski (Bulgarie)

La Bulgarie a été parmi les premiers pays à appeler l'attention sur la pratique odieuse de la "purification ethnique", qui constitue une violation grossière du droit humanitaire international. Mon pays a exprimé sa profonde inquiétude face à cette politique qui constitue non seulement une grave violation des droits de l'homme internationalement reconnus mais un facteur de déstabilisation dans les Balkans.

M. Pashovski (Bulgarie)

La communauté internationale doit fermement condamner tous ces actes, y compris l'expulsion et la déportation massives des civils, par le recours à la force, l'emprisonnement et les exactions dans les camps de détention, ainsi que d'autres violations des droits de l'homme. Nous avons l'obligation, au titre de l'Article I des Conventions de Genève de 1949, de respecter le droit international humanitaire mais aussi de veiller à ce que les autres le respectent strictement.

La République bulgare s'est félicitée de la session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme et s'est portée coauteur de la décision qu'elle a prise de mener une enquête sur les accusations d'abus des droits de l'homme dans toute l'ancienne Yougoslavie, et en particulier en Bosnie-Herzégovine. Elle se félicite également de la nomination de M. Mazowiecki, au poste de Rapporteur spécial des Nations Unies et lui souhaite plein succès dans sa mission complexe.

La Bulgarie a également appuyé la décision qu'a prise la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) d'envoyer des missions d'enquête dans l'ex-Yougoslavie. A notre avis, la question des droits de l'homme dans ce pays devrait également être examinée par le Conseil de l'Europe, qui dispose des mécanismes et des procédures appropriés.

Nous ne pensons pas qu'il suffise d'arrêter les combats. Il convient de fournir un mécanisme permettant de parvenir à une solution d'ensemble des problèmes complexes des Balkans.

A cet égard, l'initiative prise par M. Stoyan Ganev, Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, d'organiser un forum des Balkans - projection des principes et mécanismes de la CSCE pour les Balkans - vise à atteindre cet objectif. Ce processus créerait un cadre permettant de résoudre les problèmes existants sur la base du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'inviolabilité des frontières. Il s'appliquerait aux mécanismes déjà établis pour traiter des problèmes de façon démocratique et pacifique, dans le respect des normes de droit international et des principes et dispositions de la CSCE, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité dans la région.

Le Gouvernement bulgare est profondément reconnaissant à la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), des efforts qu'elle déploie pour

M. Pashovski (Bulgarie)

faire cesser les effusions de sang, alléger les souffrances de la population civile et assurer la fourniture de l'aide humanitaire. Fidèle à sa position de principe qui consiste à ne pas envoyer de troupes ni d'armements dans les pays voisins, position qu'elle a vivement engagé les autres Etats des Balkans à adopter, la République bulgare s'abstiendra de fournir du personnel et des équipements militaires destinés aux opérations de maintien de la paix dans ce qui était la Yougoslavie.

Nous nous félicitons des résolutions 770 (1992) et 771 (1992) du Conseil de sécurité et de toutes les autres résolutions pertinentes concernant la situation dans l'ex-Yougoslavie, et nous nous conformons scrupuleusement aux sanctions imposées. En appuyant le projet de résolution qui doit être adopté par l'Assemblée générale, la Bulgarie exprime l'espoir que l'on parviendra à un règlement rapide et complet du conflit en Bosnie-Herzégovine, et dans ce qui était la Yougoslavie en général, par des moyens pacifiques. La communauté internationale doit encourager la conférence internationale qui s'ouvre demain à Londres afin qu'elle obtienne des résultats fructueux dans cette tâche cruciale.

M. BIVERO (Venezuela) (interprétation de l'espagnol) : En prenant part à ce débat, le Venezuela voudrait dire tout d'abord qu'il condamne fermement la violence et les violations des droits de l'homme qui se produisent actuellement en Bosnie-Herzégovine. La manifestation la plus odieuse de cette violence est la politique d'"épuration ethnique". Le Venezuela estime que certaines des parties au conflit, notamment les dirigeants serbes de Bosnie-Herzégovine, ont violé toutes les normes de coexistence civilisées dans le but de s'approprier des territoires, de déplacer des populations et de séparer des êtres humains simplement parce qu'ils appartiennent à des groupes ethniques différents. Selon le Gouvernement vénézuélien, l'Assemblée générale ne peut que rejeter énergiquement ces pratiques. Le Gouvernement vénézuélien exige qu'il soit mis fin immédiatement à ces pratiques, et il appuiera l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour, conformément à la résolution adoptée récemment par la Commission des droits de l'homme à sa première session extraordinaire, assurer le strict respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et du droit humanitaire en Bosnie-Herzégovine.

M. Bivero (Venezuela)

Nous sommes convaincus qu'une solution stable au conflit actuel dans ce qui était la Yougoslavie repose uniquement sur le règlement pacifique, diplomatique et politique auquel espère parvenir la Conférence de la Communauté européenne sur la Yougoslavie. Une autre possibilité de surmonter la crise s'offrira prochainement à Londres, et nous nous en félicitons. Ceux qui insistent sur le recours à la force perdent de vue la complexité qui a de tout temps caractérisé le conflit yougoslave, et qui se manifeste actuellement en Bosnie-Herzégovine.

La responsabilité des Etats Membres de l'Organisation est mise particulièrement à l'épreuve. Nous devons axer nos débats et la décision que nous adopterons à l'Assemblée générale sur la perspective positive d'un développement fructueux des négociations qui s'ouvrent à Londres et encourager le dialogue et la rencontre entre ceux qui luttent actuellement sur le terrain en Bosnie-Herzégovine. Nous devons veiller à ce que l'ONU soit perçue par toutes les parties comme le garant impartial et objectif de leurs intérêts. En tant que membre du Conseil de sécurité, le Venezuela a toujours agi dans ce sens. En reconnaissant la République de Bosnie-Herzégovine, il a montré sa volonté de contribuer à la sauvegarde des intérêts et des droits nationaux de ce pays. Nous accueillons chaleureusement ce débat, et notre délégation se déclare prête à contribuer dans toute la mesure du possible à un règlement qui corresponde aux meilleurs intérêts du peuple et du Gouvernement de Bosnie-Herzégovine.

M. TATTENBACH (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter de la façon remarquable dont vous avez accompli les travaux à la présidence de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale et de la rapidité avec laquelle vous avez convoqué cette session consacrée à l'examen d'une question d'importance cruciale.

Ma délégation partage l'angoisse et l'indignation exprimées ici par les orateurs qui m'ont précédé au cours du débat sur la grave crise que traverse la Bosnie-Herzégovine.

Le Costa Rica, dont l'attachement à la Charte remonte à près de 50 ans, ne peut rester indifférent devant les souffrances de la population civile de Bosnie-Herzégovine et la violation flagrante de la Charte et du droit international humanitaire en particulier.

Mr. Tattenbach (Costa Rica)

La délégation du Costa Rica, représentant d'un peuple qui chérit la paix et qui est pour le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que pour une solution pacifique et négociée des conflits, veut joindre sa voix à celles qui se sont fait entendre. Nous réaffirmons ici que la communauté internationale ne peut accepter ces violations flagrantes de la souveraineté, de l'indépendance politique et de l'intégrité d'un Etat Membre des Nations Unies, comme c'est le cas en Bosnie-Herzégovine.

Toutes ces violations sont commises en vue d'atteindre un objectif détestable et inacceptable : l'"épuration ethnique" - notion diabolique. Nous condamnons cette politique qui a apporté la destruction et des souffrances indescriptibles à des victimes innocentes.

En tant que membre de la Commission des droits de l'homme, mon pays a répondu favorablement à la tenue d'une session extraordinaire de la Commission - la première dans l'histoire de cette Commission - afin d'examiner cette question avec toute la rapidité nécessaire. Nous appuyons donc tous les aspects de la résolution adoptée, y compris la nomination d'un Rapporteur spécial chargé d'enquêter la situation sur le terrain.

Nous croyons que la meilleure solution à apporter à cette situation critique se trouve dans un cessez-le-feu immédiat et dans l'établissement de négociations directes entre les parties. Pour cela, il est indispensable de compter sur la coopération de la communauté internationale, qui, alors que nous nous réunissons ici actuellement, envoie un message clair à ceux qui sont coupables de crimes contre l'humanité.

Parmi les options qui ont été mentionnées, nous estimons qu'une solution fondée sur la cantonisation par ethnies ne serait ni acceptable ni appropriée. Il faut préserver à jamais l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine.

Il va sans dire que nous appuyons les résolutions du Conseil de sécurité adoptées récemment, dont la résolution 757 (1992), qui impose des sanctions à la Serbie-Monténégro, et la résolution 770 (1992), qui établit les directives et les mesures nécessaires pour acheminer l'aide humanitaire à Sarajevo et, si nécessaire, dans d'autres parties de la Bosnie-Herzégovine.

M. Tattenbach (Costa Rica)

Par ailleurs, nous estimons qu'il ne faut pas limiter le droit d'un Etat souverain et indépendant, comme la Bosnie-Herzégovine, à se défendre en restreignant son accès aux éléments qui lui sont indispensables pour exercer le droit inhérent à la légitime défense, individuelle ou collective, que garantit l'Article 51 de la Charte.

Il importe de noter que, face à cette tragédie et à l'horreur avec laquelle le monde a observé l'évolution de ces événements regrettables, il existe une conscience universelle qui, à l'abri de toute division, de tous intérêts politiques et de tout nationalisme, est prête à y faire face.

Nous pouvons affirmer sans crainte qu'à la suite du recul de la barbarie déchaînée une nouvelle conscience a émergé au sein de la communauté internationale, qui ne veut plus tolérer de telles violations à la solennité des traités et à la dignité humaine.

M. HASSANOV (Azerbaïdjan) (interprétation du russe) : Avec de nombreuses autres délégations, la République d'Azerbaïdjan a demandé cette reprise de la session de l'Assemblée générale pour débattre de la situation tragique qui sévit dans la République de Bosnie-Herzégovine, et nous attachons beaucoup d'importance aux résultats de nos délibérations.

Depuis plusieurs mois, le monde s'inquiète de l'agression incessante à laquelle se livre un Etat bien armé contre un jeune Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies. Des informations provenant de la région indiquent que la cruauté inhumaine se poursuit. Par suite de la guerre et de la politique d'"épuration ethnique" déclenchées par les nationalistes serbes, des centaines de milliers de personnes, y compris des civils, ont été tuées et il y a un nombre énorme de réfugiés dont le seul crime est leur nationalité.

Nous avons assisté à l'application de concepts particulièrement fallacieux : les droits territoriaux nationaux d'un Etat ont été ouvertement violés pour satisfaire les ambitions territoriales nationales d'un autre. Il est à peine croyable, mais malheureusement vrai, que l'agresseur a installé à son tour des camps de concentration, que l'humanité et l'histoire ont condamnés.

L'ONU représente différents Etats et systèmes législatifs et de nombreuses religions, et elle a admis de nombreux Etats nouvellement indépendants. Le monde continue à intensifier et à globaliser la coopération internationale dans les domaines économique, social, culturel et humanitaire,

M. Haseenoy (Azerbaïdjan)

sans égard à la race, au sexe, à la langue ou à la religion. Mais alors que la pensée internationale s'est restructurée, en mettant l'accent sur les valeurs humaines universelles, les dirigeants de certains pays continuent malheureusement à tenter d'étendre leur territoire aux dépens d'autres Etats et à utiliser tous les moyens dont ils disposent, y compris des moyens militaires, pour y arriver.

A ce sujet, je rappelle que, dans son Agenda pour la paix, le Secrétaire général indiquait que :

"Il n'est pas dit que nationalisme et internationalisme constituent des tendances opposées qui doivent inéluctablement se porter mutuellement à leurs points extrêmes. (...) La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance des Etats dans le cadre du système international existant et le principe de l'autodétermination des peuples, principes parmi les plus précieux et importants qui soient, ne devront jamais se trouver en opposition à l'avenir. Le respect des principes démocratiques à tous les niveaux de l'entité sociale - collectivités, Etats, communauté des Etats - est essentiel." (A/47/277, par. 19)

Développant la pensée du Secrétaire général, je veux tout d'abord dire que la grande famille des Nations Unies doit considérer que, dans le cas de la République de Bosnie-Herzégovine, ce que nous constatons est le désir évident d'un Etat bien armé d'étendre son territoire aux dépens d'un autre. Chercher des motifs religieux ou politiques à ce conflit ne peut que nous écarter de la vérité. La République d'Azerbaïdjan estime qu'il est très facile de comprendre la situation actuelle en Bosnie-Herzégovine; nous aussi avons été victimes d'une agression constante.

Les pays qui ont été victimes d'agressions extérieures espèrent que la communauté mondiale, par l'intermédiaire de l'ONU, agira en vertu du Chapitre VII de la Charte pour arrêter l'agresseur. Ainsi, l'Assemblée générale ne devrait pas simplement condamner l'agression et les atrocités commises contre le peuple de Bosnie-Herzégovine, mais faire en sorte que des situations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir.

En somme, ma délégation demande à l'Assemblée générale d'inviter le Conseil de sécurité à prendre toutes les mesures nécessaires, en vertu du Chapitre VII de la Charte, pour mettre fin aux hostilités dans la région, rétablir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République

M. HASSANOV (Azerbaïdjan)

indépendante de Bosnie-Herzégovine, appuyer le Gouvernement et le peuple de l'Etat indépendant de Bosnie-Herzégovine pour qu'ils exercent leur droit à la légitime défense, exiger le retrait de toutes les formations militaires, notamment l'armée yougoslave, de tout le territoire de la Bosnie-Herzégovine indépendante et souveraine, exiger l'arrêt de la pratique horrible de l'"épuration ethnique", qui est contraire à toutes les normes du droit international, prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux expulsions massives de civils et aider les réfugiés et les personnes déplacées à regagner leurs foyers, en leur accordant des indemnités pour les pertes matérielles qu'ils ont subies et qui leur seraient versées par la partie qui a déclenché le conflit.

Pour terminer, j'exprimerai la conviction que l'Assemblée générale adoptera le projet de résolution dont elle est saisie, dont la République d'Azerbaïdjan est l'un des auteurs, et que ce texte contribuera à mettre un terme à la violence en Bosnie-Herzégovine et à rétablir l'unité et l'intégrité territoriale de ce jeune Etat indépendant.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Conformément à la résolution 3369 (XXX) de l'Assemblée générale, du 10 octobre 1975, je donne maintenant la parole à l'Observateur de l'Organisation de la Conférence islamique.

M. TARZI (Organisation de la Conférence islamique) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous exprimer notre reconnaissance pour la façon dont vous présidez les travaux de l'Assemblée. Nous sommes certains que, sous votre direction avisée, les délibérations de l'Assemblée seront couronnées de succès. J'aimerais vous remercier de me donner la possibilité de prendre la parole à cette reprise de la session de l'Assemblée générale sur une question d'une importance cruciale pour l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), reprise due à l'initiative du Groupe islamique aux Nations Unies.

Au nom de M. Hamid Algabid, Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique, je tiens à exprimer la profonde inquiétude ressentie par l'Organisation de la Conférence islamique face à la situation grave qui règne en Bosnie-Herzégovine. L'Organisation de la Conférence islamique est vivement préoccupée par l'ampleur de l'agression dont est victime le peuple innocent de cette république, dont la population, en majorité musulmane, est l'objet d'une violente campagne de répression lancée par les extrémistes serbes avec l'appui de l'Armée nationale yougoslave, campagne clairement destinée à saper l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

Ce dont nous sommes témoins en Bosnie-Herzégovine est une violation éhontée de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance d'un Etat Membre des Nations Unies par son voisin. Les nationalistes serbes de Bosnie-Herzégovine mènent en fait une campagne de génocide avec le plein appui de la Serbie et du Monténégro. Depuis plus d'un an, le monde ne cesse de voir la situation du peuple de Bosnie-Herzégovine se détériorer, peuple dont l'identité était et demeure grandement menacée.

L'Organisation de la Conférence islamique, alarmée par la situation grave qui règne en Bosnie-Herzégovine, a tenu la cinquième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à Istanbul, les 17 et 18 juin 1992. La cinquième session extraordinaire a adopté une résolution dans laquelle, elle a, entre autres, réaffirmé sa solidarité et son

M. Tarzi

appui sans réserve avec le Gouvernement et le peuple de la Bosnie-Herzégovine, qui luttent pour préserver leur souveraineté, leur indépendance politique, leur intégrité territoriale et leur unité. Elle a condamné avec force les actes de violence et l'utilisation aveugle de la force par l'Armée nationale yougoslave et les forces irrégulières de Serbie en Bosnie-Herzégovine et a exigé le retrait, le désarmement et le démantèlement de toutes les forces serbes de Bosnie-Herzégovine. Elle a prié instamment le Conseil de sécurité d'invoquer l'Article 42 du Chapitre VII de la Charte et a demandé à tous les Etats Membres de fournir leur plein appui aux Nations Unies, notamment en personnel et en ressources que le Conseil de sécurité pourrait estimer nécessaires pour la mise en oeuvre de ses résolutions sur la Bosnie-Herzégovine. Il est à remarquer que plusieurs centaines d'officiers et de personnel originaires de pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique ont déjà servi dans la Force de protection des Nations Unies. La cinquième session extraordinaire a déclaré les autorités serbes à Belgrade et en Bosnie-Herzégovine pleinement responsables des atrocités perpétrées contre les Musulmans et les Croates de Bosnie-Herzégovine par l'Armée nationale yougoslave et les forces irrégulières serbes.

En réalité, la Bosnie-Herzégovine est la victime innocente et sans défense de l'agression étrangère. Nous pensons que la Bosnie-Herzégovine pourrait être exemptée de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 713 (1992) du Conseil de sécurité. En sa qualité d'Etat indépendant, la Bosnie-Herzégovine jouit d'un droit juste à la légitime défense au titre de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Les violations massives des droits de l'homme par les éléments serbes sont une source de profonde préoccupation et d'angoisse pour l'Organisation de la Conférence islamique, qui a condamné avec force les atrocités commises contre des Musulmans et des Croates innocents et sans défense. La campagne d'"épuration ethnique" menée par les éléments serbes est un crime contre l'humanité et remet en mémoire l'horrible souvenir de semblables activités révoltantes pratiquées en Europe il n'y a pas si longtemps.

A cet égard, le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique, dans une déclaration faite le 4 août 1992, a dénoncé et condamné avec vigueur la politique d'"épuration ethnique" menée contre la population de

M. Tarzi

Bosnie-Herzégovine, en faveur de laquelle il a réaffirmé l'appui actif et sans réserve des Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique. Le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique a demandé à la communauté internationale de mettre fin à la politique d'expansion et d'extermination pratiquée par la Serbie en Bosnie-Herzégovine et a souligné la nécessité pressante de mettre fin à l'effusion de sang.

Le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique souhaite également exprimer sa reconnaissance pour les efforts louables déployés par l'ONU et d'autres institutions à vocation humanitaire pour faire en sorte que toute l'aide nécessaire parvienne aux victimes de cette tragédie. A cet égard, le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique a demandé à la Banque islamique de développement de prendre les dispositions nécessaires pour qu'un financement spécial soit alloué à l'aide à la Bosnie-Herzégovine. La Banque islamique de développement a déjà alloué un montant de 21 millions de dollars aux secours humanitaires et à l'aide à la reconstruction en faveur de la Bosnie-Herzégovine.

Nous nous félicitons de l'adoption récente par le Conseil de sécurité des résolutions 770 (1992) et 771 (1992), qui visent à garantir que l'aide humanitaire parvienne dans toutes les parties de la Bosnie-Herzégovine et que les organisations humanitaires internationales, en particulier le Comité international de la Croix-Rouge, aient librement accès aux camps de concentration et aux centres de détention. Nous sommes également reconnaissants des efforts déployés par la Commission des droits de l'homme, qui a présenté le rapport de sa première session extraordinaire au Conseil économique et social pour approbation. Cependant, la résolution adoptée, aussi complètement qu'elle puisse condamner la violation des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, ne répond pas à notre attente. Nous aurions préféré que les vrais coupables de ce crime soient identifiés.

Nous nous félicitons du nombre croissant d'Etats Membres des Nations Unies qui remettent en question le statut de membre de la République fédérale de Yougoslavie au sein des Nations Unies, lequel statut est maintenant revendiqué par la nouvelle fédération internationale, non reconnue, formée par la Serbie et le Monténégro. A cet égard, la cinquième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des affaires

M. Tarsi

étrangères a exhorté tous les Etats à ne pas reconnaître la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) comme le successeur de l'ex-Yougoslavie, tant qu'elle ne se sera pas pleinement conformée aux résolutions du Conseil de sécurité sur la Bosnie-Herzégovine et qu'elle n'aura pas reconnu formellement et sans équivoque l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de cette république, et tant qu'un accord sur la question de la succession n'aura pas été conclu entre les Etats qui constituaient autrefois la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

A cet égard, nous souhaitons exprimer l'espoir que la résolution, qui a été présentée par le représentant de la Turquie au nom des auteurs, recevra le plus grand nombre possible de voix à l'Assemblée générale et fera savoir sans équivoque aux agresseurs que la communauté internationale ne peut rester indifférente.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Conformément aux résolutions 3237 (XXIX), du 22 novembre 1974, et 43/177, du 15 décembre 1988, je donne maintenant la parole à l'Observateur de la Palestine.

M. MANSOUR (Palestine) (interprétation de l'arabo) : L'observateur de la Palestine est heureux de vous féliciter, Monsieur le Président, des efforts louables que vous avez déployés pour renforcer le rôle de l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Dans les circonstances historiques actuelles, ces efforts sont autant de pas vers une action positive de nature à promouvoir les relations internationales sur une base démocratique et à encourager les initiatives collectives de tous les membres de la communauté internationale.

Lorsque les Républiques et les peuples de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie ont décidé de se constituer en Etats indépendants et souverains, de nombreux pays dans le monde, y compris mon pays, la Palestine, ont respecté cette décision et reconnu ces nouvelles Républiques. La communauté internationale, représentée par les Nations Unies, a manifesté son appui en admettant ces Républiques en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies. Cet appui a donné l'occasion de réaffirmer les buts et principes inscrits dans la Charte, en particulier le principe du respect du droit des peuples à l'autodétermination, et celui de l'inviolabilité de leur intégrité territoriale et de leur indépendance à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues. Aussi, le rôle des Nations Unies et la légitimité internationale ont été renforcés.

Nous espérons tous que ces changements s'effectueraient pacifiquement et sur la base de l'équité et de la fraternité qui prévalent depuis longtemps entre les peuples des Balkans.

Mais les événements ont pris une tournure différente, en particulier dans la République de Bosnie-Herzégovine. Des actes d'agression ont été perpétrés contre cette République par son puissant voisin et l'armée yougoslave. Nous sommes témoins de souffrances terribles, d'actions horribles et inadmissibles, une véritable tragédie. Il faut mettre fin à tout cela immédiatement. La politique de "nettoyage ethnique", l'oppression et les crimes contre la population civile qui en résultent dans la République de Bosnie-Herzégovine, ont été condamnées à juste titre. La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine sont violées, et tout cela suscite l'angoisse et l'horreur de la communauté internationale. Nous partageons tous ces sentiments.

M. Mansour (Palestine)

La Palestine a exprimé sa position sur le problème de la Bosnie-Herzégovine lors des prises de position adoptées à la réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, à Bali, et à la réunion de l'Organisation de la Conférence islamique à Istanbul. L'Assemblée a été convoquée dans le cadre de ces réunions et compte tenu du fait que le Conseil de sécurité n'a pas réussi à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne le problème de Bosnie-Herzégovine - étant donné le principe "deux poids deux mesures" qu'applique le Conseil.

Une solution juste au problème de Bosnie-Herzégovine devrait se fonder sur l'application de la légitimité internationale, conformément à la Charte des Nations Unies, et sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ainsi que sur l'adoption - par consensus espérons-nous - du projet de résolution contenu dans le document A/46/L.76, dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui, et l'application des normes du droit humanitaire international.

La crédibilité et la détermination des Nations Unies sont mises à l'épreuve une fois de plus aujourd'hui. L'épreuve consistera à savoir si, par ces temps difficiles, la communauté internationale, telle qu'elle est représentée à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, appliquera la légitimité internationale et toutes les résolutions pertinentes sans aucune discrimination et sans recourir au principe "deux poids deux mesures", donnant ainsi la préférence à un Etat plutôt qu'à un autre. Les peuples et les Etats auront confiance dans l'Organisation des Nations Unies si elle oblige les pays à assumer leurs responsabilités conformément à la Charte et aux résolutions qui expriment la volonté internationale, sans faire d'exception pour un Etat quelconque. Dans ce cas, l'Organisation pourra jouer son rôle conformément à la Charte.

Enfin, nous rendons hommage à tous les organes internationaux qui déploient des efforts humanitaires pour alléger les souffrances en République de Bosnie-Herzégovine - en particulier les efforts des organes des Nations Unies et des institutions spécialisées. Nous rendons également hommage au Secrétaire général pour le rôle spécial qu'il a joué à cet égard. Nous exprimons notre solidarité sans réserve avec le peuple de Bosnie-Herzégovine et nous appuyons son droit de sauvegarder son unité et son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, sans aucune ingérence extérieure.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Conformément à la résolution 45/6 de l'Assemblée générale, en date du 16 octobre 1990, je donne maintenant la parole à l'observateur du Comité international de la Croix-Rouge.

M. KUNG [Comité international de la Croix-Rouge) (CICR)]
(interprétation de l'anglais) : La communauté internationale a confié un mandat très clair au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Depuis le tout début du conflit dans l'ex-Yougoslavie, notre institution n'a épargné aucun effort : nous avons protégé et aidé la population civile; nous avons rendu visite aux prisonniers et nous leur avons permis de rentrer chez eux une fois qu'ils ont été libérés; nous avons distribué des fournitures médicales d'urgence aux hôpitaux.

Pour mener à bien toutes ces activités, le CICR, conformément à sa pratique habituelle, a pris contact avec les parties au conflit pour trouver les moyens d'arriver jusqu'aux victimes. Ces démarches ont été effectuées l'année dernière dans le contexte de la Croatie et se poursuivent depuis le mois de mars dernier en Bosnie-Herzégovine.

En même temps, le CICR, en tant qu'institution impartiale, neutre et indépendante, a pris l'initiative d'inviter les représentants plénipotentiaires de toutes les parties afin d'entamer un dialogue et trouver des solutions aux questions humanitaires. Ils se sont tous mis d'accord pour appliquer pleinement les dispositions des Conventions de Genève, en particulier la troisième et la quatrième Convention, relatives à la protection des prisonniers et des civils.

Quelle est la situation aujourd'hui? Plus de 100 représentants du CICR ont été autorisés à rendre visite à plus de 200 000 détenus en ex-Yougoslavie et à distribuer des centaines de tonnes d'aide à des dizaines de milliers de personnes déplacées et à d'autres groupes vulnérables, en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations de secours. Malgré notre présence très importante, malgré les engagements officiels des parties, le droit humanitaire international est pratiquement demeuré lettre morte.

Le Comité international de la Croix-Rouge doit dire qu'aujourd'hui la situation humanitaire en Bosnie-Herzégovine est horrible : la population civile n'est pas épargnée; les prisonniers sont maltraités; les hôpitaux et les installations médicales sont attaqués; l'emblème de la Croix-Rouge n'est pas respecté.

M. Kuny

Les délégués du CICR n'ont pas pu voir tous les prisonniers vu l'absence de sécurité. Aujourd'hui, les villes de Sarajevo, Gorazde et Foca, comme la plupart des régions de la partie est de la Bosnie, ne peuvent être atteintes sans protection armée.

Les civils font l'objet d'une politique inacceptable : transferts forcés, mesures arbitraires, qui s'accompagnent de mauvais traitements, de harcèlements, d'arrestations, voire même d'assassinats. Inutile de dire que ces pratiques constituent de graves infractions aux dispositions du droit humanitaire international. Aux détenus, dont la plupart sont des civils, ne sont pas même appliquées les règles minima pour le traitement des détenus, tel que le prévoient les lois pertinentes.

Face à une situation humanitaire d'une telle ampleur, le CICR ne peut rester silencieux : il a lancé des appels à la communauté internationale à plusieurs reprises, les derniers remontant au 29 juillet et au 13 août derniers, dans le cadre des réunions des Nations Unies qui ne sont tenues à Genève.

Impuissant devant le manque quasi total d'humanité dans cette guerre, le CICR a dû rappeler aux 170 Etats parties aux Conventions de Genève la responsabilité collective qui leur incombe au titre de l'Article premier :

"Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances."

Cette responsabilité partagée se trouve reflétée dans les récentes déclarations et dans les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et la Commission des droits de l'homme, qui appellent au respect total des Conventions de Genève et demandent que l'on accorde au CICR un accès permanent et sans entrave à tous les centres de détention.

Cette solidarité est une partie intégrante et indispensable de notre propre action, et je voudrais ici saisir cette occasion pour exprimer au nom du Comité international de la Croix-Rouge notre sincère reconnaissance pour cet appui.

Tous ces efforts se complètent et le CICR, dans le cadre de son mandat, est prêt à coopérer avec les Nations Unies, notamment avec le Rapporteur spécial qui vient d'être nommé, M. Tadeusz Mazowiecki. Notre priorité absolue doit être, cependant, de poursuivre les efforts indépendants de l'institution pour améliorer le traitement des prisonniers et des civils.

M. Kung

Le CICK a pris note de la décision du Conseil de sécurité d'assurer la protection des convois humanitaires en les plaçant si nécessaire sous escortes militaires. Il faut espérer que ces mesures seront temporaires et que les parties au conflit comprendront rapidement qu'il y va de leur intérêt même de permettre aux convois humanitaires de passer et de voyager en toute sécurité dans les régions qui sont sous leur contrôle.

Pour terminer, qu'il me soit permis de souligner que nul n'a jamais perdu une guerre en respectant les principes élémentaires de l'humanité. Bien au contraire, l'histoire a montré que le respect des civils et le traitement humain des prisonniers représentent bien souvent le premier pas vers la paix et la réconciliation. L'assistance humanitaire ne peut en aucun cas se substituer à un règlement politique et nous espérons ardemment que la prochaine conférence de Londres ouvrira la voie dans ce sens.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Nous allons maintenant procéder à l'examen du projet de résolution A/46/L.76 et de l'amendement qui figure dans le document A/46/L.77.

Je donne la parole au représentant de la Fédération de Russie pour qu'il présente l'amendement.

M. VORONTSOV (Fédération de Russie) (interprétation du russe) : Conformément à l'article 78 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, la délégation de la Fédération de Russie a présenté hier, 24 août, un amendement au projet de résolution A/46/L.76, qui figure dans le document A/46/L.77.

Tout en appuyant l'idée maîtresse du projet de résolution, qui vise un règlement rapide du conflit de Bosnie-Herzégovine et la défense des droits de l'homme de ce pays, la Fédération de Russie a jugé nécessaire de présenter cet amendement afin de donner au projet de résolution l'objectivité voulue eu égard à l'évolution de la situation extrêmement complexe en Bosnie-Herzégovine, qui fait l'objet du rapport du Secrétaire général (S/24049).

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Ambassadeur de Turquie demande la parole pour une motion d'ordre. Je la lui donne.

M. AKSIN (Turquie) (interprétation de l'anglais) : Nous avons entendu ce que le représentant de la Fédération de Russie avait à dire au sujet de l'amendement qui figure dans le document A/46/L.77. Au nom des

M. Aksin (Turquie)

auteurs du projet de résolution A/46/L.76, je voudrais informer l'Assemblée générale qu'ils ont étudié attentivement l'amendement proposé par la Fédération de Russie et décidé ce qui suit.

L'amendement introduirait une référence à la présence d'unités militaires croates sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine. Cette référence est tirée du rapport du Secrétaire général du 30 mai 1992 (S/24049). Les auteurs pensent qu'il serait inapproprié de l'ajouter au paragraphe 11 du préambule, ce paragraphe, ainsi que ceux qui le précèdent et le suivent traitant de l'"épuration ethnique", alors que le paragraphe 10 du rapport du Secrétaire général du 30 mai ne traite pas de cette question de l'"épuration ethnique", mais de la présence d'unités militaires croates sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine.

En outre, le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution faisant référence à des "éléments de l'armée croate actuellement en Bosnie-Herzégovine", l'amendement proposé par la Fédération de Russie n'est pas nécessaire; il est superflu.

J'ai un dernier point. Le rapport du Secrétaire général du 30 mai dont il est question dans l'amendement russe contient un grand nombre d'éléments dont la plupart mentionnent explicitement la présence de l'Armée populaire yougoslave en Bosnie-Herzégovine. Citer ponctuellement des parties de ce rapport serait trompeur et donnerait une impression complètement fausse. Ainsi, au nom de l'objectivité, nous ne devrions pas recourir à cette manière de procéder.

Par conséquent, au nom des auteurs, je voudrais introduire une "motion de non-action" relative au projet d'amendement A/46/L.77. Nous invitons tous les membres de l'Assemblée à voter pour cette motion.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Turquie a demandé que, conformément à l'article 74 du règlement intérieur, l'Assemblée ne se prononce pas sur l'amendement contenu dans le document A/46/L.77. L'article 74 se lit comme suit :

"Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole en faveur de l'ajournement, et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix."

On m'informe que deux représentants souhaitent parler en faveur de la motion; je vais leur donner la parole.

M. MISIC (Bosnie-Herzégovine) (interprétation de l'anglais) : La délégation de la Bosnie-Herzégovine appuie la motion du représentant de la Turquie tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur l'amendement contenu dans le document A/46/L.77. Nous appuyons la motion pour les raisons suivantes.

Premièrement, l'amendement proposé cherche à introduire dans le projet de résolution des informations dépassées quant à la présence de forces armées croates sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine.

Deuxièmement, le fait est que les unités militaires croates présentes sur le territoire de la République de la Bosnie-Herzégovine sont composées d'éléments de la population locale croate, qui ont pris les armes pour repousser l'agression de l'Armée populaire yougoslave et des forces irrégulières amenées du territoire de Serbie-Monténégro.

Troisièmement, on a remédié au manque de coordination entre l'action des forces de défense territoriale croates locales - le Conseil de défense croate, originaire essentiellement de la région de la Herzégovine - et celle des forces de défense territoriale du Gouvernement légalement élu de Bosnie-Herzégovine.

Quatrièmement, les forces de défense croates font partie des forces armées unifiées du Gouvernement légalement élu de la République de Bosnie-Herzégovine. L'accord d'amitié et de coopération conclu le 21 juillet 1992 par les Présidents de la Bosnie-Herzégovine et de la Croatie en est la preuve :

M. Milić (Bosnie-Herzégovine)

"La division militaire du Conseil de défense croate fait partie intégrante des forces armées unitaires de la République de Bosnie-Herzégovine. Le Conseil de défense croate sera représenté au sein du quartier général conjoint des forces armées de Bosnie-Herzégovine."

Pour toutes ces raisons, nous prions instamment tous les membres d'appuyer la motion en question.

M. SY (Sénégal) : L'Ambassadeur de la Turquie et le représentant de la Bosnie-Herzégovine ont donné les raisons qui expliquent que la délégation sénégalaise appuie la motion de non-action sur l'amendement présenté par la Fédération de Russie à notre projet de résolution. Tous ces éléments d'information nous prouvent que l'amendement proposé n'est pas pertinent et qu'il n'apporte rien au projet dont nous sommes saisis.

En effet, aujourd'hui, ce qui nous préoccupe, c'est moins de nous attarder sur la singularisation de faits dépassés et sans pertinence que de nous attaquer au drame auquel les populations bosniaques sont actuellement confrontées et d'aider à lui trouver une solution heureuse et définitive.

Il s'agit pour nous, premièrement, de réaffirmer et de garantir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays Membre de l'ONU; deuxièmement, de mettre fin aux atrocités auxquelles ces populations sont soumises; troisièmement, d'autoriser le retour, dans les meilleures conditions, des hommes, des femmes et des enfants qui ont été forcés de quitter leur pays; quatrièmement, de prendre les mesures nécessaires et immédiates pour que l'aide humanitaire parvienne aux populations de la Bosnie-Herzégovine.

Voilà les objectifs que nous avons voulu en tout cas assigner au projet de résolution A/46/L.76, et aucune de ces dispositions ne s'en écarte. L'on ne saurait cependant en dire autant de l'amendement qui nous est proposé, sinon que son seul mérite - si tant est qu'il en ait un - est de jeter la confusion et de faire un amalgame entre deux faits qui n'ont aucun rapport.

Aussi voudrais-je, au nom de la délégation sénégalaise, encore une fois appuyer fermement la motion de non-action sur l'amendement présenté à notre projet de résolution.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Etant donné qu'il n'y a plus d'orateur, je vais maintenant mettre aux voix la motion du représentant

Le Président

de la Turquie tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur l'amendement contenu dans le document A/46/L.77.

Par 69 voix contre 9, avec 50 abstentions, la motion est adoptée.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Nous allons donc nous prononcer sur le projet de résolution A/46/L.76.

Avant de donner la parole au premier orateur souhaitant expliquer son vote avant le vote, je rappelle aux délégations que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. VYAS (Inde) (interprétation de l'anglais) : L'Inde assiste avec une tristesse croissante à la désintégration de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie, pays avec lequel l'Inde a entretenu pendant de longues années de fructueuses relations d'amitié et de coopération. Nous avons espéré qu'en dépit des erreurs commises, des malentendus et des souffrances infligées à la population de ce pays, les nouvelles nations nées de la Yougoslavie seraient capables de vivre et de prospérer dans une coexistence pacifique. Malheureusement, le destin en a décidé autrement.

M. Vyas (Inde)

Aujourd'hui, nous sommes profondément indignés face à l'agonie de la Bosnie-Herzégovine, Membre indépendant et souverain des Nations Unies. Nous sommes consternés par les atrocités commises contre des civils innocents, qui ont été décrites si graphiquement par les médias internationaux et qui ont provoqué la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. Nous avons eu connaissance des tentatives faites par les groupes ethniques pour étendre en recourant à la force le territoire qu'ils contrôlent, tentatives qui ont mené à des manœuvres meurtrières destinées à soumettre en les affamant des groupes de personnes, du phénomène abominable et inacceptable de l'"épuration ethnique", et de la spirale toujours plus rapide des effusions de sang et de la haine. Nous condamnons sans réserve et dans les termes les plus énergiques toutes ces pratiques, quels que soient leurs auteurs, qu'il s'agisse d'Etats ou de groupes, partout où elles se produisent. Nous réaffirmons l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et appuyons fermement les efforts déployés par son gouvernement légitime en vue de rétablir la coexistence pacifique et harmonieuse entre ses diverses communautés religieuses et ethniques, qui, dans le passé, a existé pendant des siècles.

Dans ces conditions, l'Inde est prête à s'associer à la communauté internationale pour prier instamment le Conseil de sécurité d'envisager de prendre d'urgence des mesures efficaces, n'excluant pas le recours à la force, pour rétablir la paix dans cette région troublée. Toutefois, le recours à la force en vertu du Chapitre VII de la Charte est une mesure d'une extrême gravité et nous pensons qu'il ne faut y recourir que dans des circonstances exceptionnelles et dans le strict respect des principes et des procédures stipulés dans la Charte, sous le contrôle et la supervision des Nations Unies elles-mêmes.

C'est dans cette optique que mon pays appuie le projet de résolution dont l'Assemblée est saisie.

Le Conseil de sécurité reste activement saisi de la question. Nous espérons que grâce à cette action concertée, assortie des intenses efforts politiques qui seront faits incessamment par l'ONU et la Communauté européenne, la Conférence internationale de Londres réussira à s'attaquer au coeur de la question et à rétablir la paix dans la jeune République de Bosnie-Herzégovine.

M. SEZAKI (Japon) (interprétation de l'anglais) : Le Japon est profondément préoccupé par la détérioration de la situation en Bosnie-Herzégovine. Les accords de cessez-le-feu n'ont pas été respectés et les parties au conflit ne se montrent nullement disposées à déposer les armes. Le Japon prie instamment les parties au conflit de mettre immédiatement fin à leurs combats.

On ne peut qu'être horrifiés par les rapports faisant état d'emprisonnements de civils innocents dans des camps et des centres de détention en Bosnie-Herzégovine et d'exactions commises contre eux. Ces pratiques violent le droit international humanitaire, et le Japon les condamne résolument.

Il faut parvenir d'urgence à un règlement politique fondamental de la situation en Bosnie-Herzégovine, par le biais d'un processus de négociation. Nous espérons sincèrement que la Conférence internationale de Londres permettra d'accélérer le processus de paix.

Le Japon appuie le projet de résolution dont l'Assemblée est saisie. Je voudrais dire très clairement, toutefois, que cela ne signifie pas pour autant que le Japon reconnaît la Bosnie-Herzégovine et que l'appui qu'il apporte à ce projet de résolution ne préjuge pas sa position juridique en ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine.

M. DJOKIC (Yougoslavie) (interprétation de l'anglais) : Nous appuyons l'appel lancé dans le projet de résolution A/46/L.76 pour mettre en place un cessez-le-feu efficace et immédiat en Bosnie-Herzégovine. Nous appuyons la condamnation des violations des droits de l'homme et des pratiques de "purification ethnique".

Malheureusement, le projet de résolution contient certaines affirmations qui déforment tout simplement les faits, et certaines parties du projet sont contraires au désir de mettre un terme à la guerre civile en Bosnie-Herzégovine et à rétablir la paix :

Premièrement, le sixième alinéa du préambule contient une affirmation qui n'a aucun rapport avec la question que nous discutons actuellement ou avec le projet de résolution que ses auteurs ont présenté à l'Assemblée générale.

Deuxièmement, le septième alinéa du préambule, soulignant la sérieuse détérioration des conditions de vie de tous les musulmans et de tous les

M. Djokic (Yougoslavie)

Croates en Bosnie-Herzégovine, est discriminatoire. Nous nous demandons pourquoi la troisième nationalité constitutive, les Serbes de Bosnie-Herzégovine, qui représentent un tiers de la population totale de Bosnie-Herzégovine, en a été exclue.

Troisièmement, aucune des parties dans la guerre civile en Bosnie-Herzégovine n'est à l'abri du blâme en ce qui concerne les violations de droits de l'homme et la pratique odieuse de "purification ethnique", et cela aurait dû être clairement indiqué au onzième alinéa du préambule du projet de résolution.

Quatrièmement, nous sommes étonnés de voir qu'au paragraphe 3 du dispositif, l'Armée nationale yougoslave est invitée à se retirer du territoire de Bosnie-Herzégovine, alors que l'on sait que l'Armée nationale yougoslave a cessé d'exister et qu'aucun soldat de la République fédérative de Yougoslavie ne se trouve dans ce territoire - comme l'a confirmé catégoriquement le général Nambiar.

Cinquièmement, demander une intervention militaire est très dangereux, car celle-ci reviendrait à ajouter des armes à celles qui sont utilisées dans la guerre civile, ce qui entraînerait davantage d'effusions de sang, de destructions et de souffrances pour la population de Bosnie-Herzégovine.

Sixièmement l'une des principales lacunes du projet est de n'appuyer ni la tenue de solides négociations entre les trois nationalités constituant la population de Bosnie-Herzégovine, ni un règlement pacifique fondé sur l'accord que les trois parties ont accepté, sous les auspices de la Communauté européenne, concernant les arrangements constitutionnels futurs de leur Etat commun.

Pour toutes ces raisons, la délégation yougoslave juge le projet de résolution partial et, par conséquent, inacceptable.

Compte tenu de l'importance de la question et de la gravité de la situation, nous avons fait tout notre possible pour permettre à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution par consensus. Nous avons présenté des suggestions concrètes aux auteurs, mais, malheureusement, il n'a pas été tenu compte de nos principales préoccupations. Par conséquent, nous n'avons d'autre choix que de voter contre le projet de résolution contenu dans le document A/46/L.76.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/46/L.76.

J'informe les membres que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Autriche, Colombie, Costa Rica, Croatie, El Salvador, Estonie, Allemagne, Guinée-Bissau, Italie, Malte, Iles Marshall, Micronésie, Pays-Bas, Niger, Pérou et Qatar.

Je mets maintenant le projet de résolution aux voix. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Estonie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Allemagne, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Kirghizie, Lettonie, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Iles Marshall, Mauritanie, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, San Marino, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Slovénie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Ukraine, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Yougoslavie.

S'abstiennent : Ghana, Lesotho, Malawi, Namibie, Fédération de Russie.

Le projet de résolution A/46/76 est adopté par 136 voix contre une, avec 5 abstentions (résolution 46/242).*

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'arabe) : Avant de donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote, je tiens à répéter que la résolution représente la position de la communauté internationale et de la conscience internationale à l'égard d'une crise politique et humanitaire ainsi

* La délégation d'Antigua-et-Barbuda a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.

Le Président

que d'une crise de conscience. J'espère que le message parviendra à tous les intéressés. J'espère qu'ils connaissent maintenant ce que désirent la communauté internationale et la conscience internationale, particulièrement après les déclarations faites par nombre de ceux qui ont pris la parole au cours des deux séances d'hier et de la séance d'aujourd'hui.

Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote. Je rappelle que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. WATSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : En amenant l'Assemblée générale à faire des recommandations sur des questions examinées par le Conseil de sécurité, la résolution que nous venons d'adopter va au-delà des limites qu'impose l'Article 12 de la Charte. Néanmoins, l'urgence de la situation en Bosnie-Herzégovine et la nécessité d'une solution pacifique nous ont contraints à appuyer la résolution.

M. PIRIZ-BALLON (Uruguay) (interprétation de l'espagnol) : Le peuple et le Gouvernement de l'Uruguay assistent avec horreur aux événements qui se déroulent en Bosnie-Herzégovine. L'application de politiques qui frisent le génocide et qui ont été élaborées au nom du prétexte abominable de "pureté ethnique" révolte nos sentiments humanitaires les plus élémentaires. C'est pourquoi mon pays parraine la convocation d'une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme. C'est aussi pour cette raison que nous venons de fermer notre ambassade à Belgrade compte tenu de la grave responsabilité évidente des autorités de la Serbie-Monténégro dans les événements tragiques que nous examinons.

C'est également pourquoi nous avons appuyé la reprise de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale et que nous avons appuyé la demande d'une convocation éventuelle d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Nous considérons qu'il est essentiel que cette instance - la principale instance de l'ONU et la conscience de l'humanité - examine la situation en Bosnie-Herzégovine. La préoccupation de l'Uruguay devant les événements qui se déroulent dans ce pays est donc très claire.

M. Piria-Ballon (Uruguay)

Toutefois, j'avoue que ce n'est pas sans réticences que nous avons appuyé le projet de résolution qui vient d'être adopté, car nous avons toujours prôné le strict respect des dispositions de la Charte des Nations Unies et nous considérons que les dispositions de l'Article 12 n'ont pas uniquement un caractère procédural.

Néanmoins, compte tenu des droits juridiques à protéger, nous sommes arrivés à la conclusion que nul ne saurait être privé des droits de l'homme fondamentaux, notamment du droit à la vie. Même si les termes de ce projet de résolution nous semblent ne pas correspondre aux décisions du Conseil de sécurité, ils peuvent néanmoins guider son action ultérieure et, en conséquence, nous sommes sûrs que la décision prise par cette instance pourra inciter le Conseil de sécurité à adopter des mesures encore plus efficaces. Pour ces raisons, nous avons voté pour le projet de résolution qui vient d'être adopté.

M. VORONTSOV (Fédération de Russie) (interprétation du russe) :
Compte tenu de sa position de principe, la délégation de la Fédération de Russie appuie et partage l'essentiel de la résolution qui vient d'être adoptée sur le règlement rapide du conflit bosniaque et la défense des droits de l'homme dans ce pays.

Pour tenter de rendre le projet de résolution pleinement objectif compte tenu de la situation en Bosnie-Herzégovine, la délégation russe a proposé un amendement au préambule du projet de résolution. Cependant, cet amendement a été rejeté par les auteurs du projet de résolution. Partant, nous n'avons malheureusement pas pu appuyer le projet de résolution sous sa forme actuelle pas plus que nous avons pu nous joindre aux tentatives faites pour adopter une démarche sélective face au rapport du Secrétaire général et à l'évaluation de la situation très complexe en Bosnie-Herzégovine.

Toutefois, cela ne signifie pas qu'il s'est produit un changement quelconque dans la position de la Fédération de Russie, qui, sans aucune réserve, souhaite qu'il soit mis fin rapidement au conflit armé en Bosnie-Herzégovine, s'efforce de trouver une solution pour faire cesser les souffrances de la population et qui est pour l'adoption, le cas échéant, de mesures très sévères contre les violateurs du droit humanitaire. La Fédération de Russie restera en faveur d'un règlement politique pacifique de la crise bosniaque au moyen de négociations.

M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) (interprétation de l'espagnol) : La délégation bolivienne a voté pour le projet de résolution pour deux raisons de principe. La première se fonde sur un profond respect du droit humanitaire et sur la profonde compassion que nous éprouvons, compte tenu des souffrances qu'elle endure, pour la population civile non combattante de Bosnie-Herzégovine. La seconde se fonde sur un principe fondamental de la politique étrangère bolivienne : le rejet de tout acte qui cherche à justifier juridiquement l'occupation de tout territoire par la force.

Nous avons également des réserves sur la manière dont certains nouveaux Etats qui ont émergé, au cours d'une période de transition ont été accueillis au sein de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il ait été permis à la majorité d'exprimer sa volonté quant à la sauvegarde de la coexistence harmonieuse qui a existé pendant plusieurs années, comme c'est le cas des Etats qui ont émergé de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie, avec qui la Bolivie a toujours entretenu les relations les plus cordiales.

Le point de vue de mon gouvernement sur les événements de Bosnie-Herzégovine a été exprimé en détail dans le communiqué adressé le 17 août 1992 au Président du Conseil de sécurité. Nous réprouvons la violence et la discrimination raciale où qu'elles se manifestent et nous prions pour que les parties au conflit fassent tout en leur pouvoir pour résoudre leurs différends conformément aux dispositions de la Charte et à l'abri de toute pression extérieure.

M. SENGWE (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : En expliquant son vote, la délégation du Zimbabwe voudrait déclarer que, tout en étant gravement préoccupée par la situation tragique qui sévit en Bosnie-Herzégovine, elle éprouve de sérieuses réserves sur le contenu du septième alinéa du préambule et du paragraphe 3 du dispositif. Nous croyons inutile d'attribuer la responsabilité de cette grave situation à une partie quelconque, notamment si l'on tient compte des rapports du Secrétaire général, selon lesquels toutes les parties au conflit sont responsables et doivent partager cette responsabilité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Nous venons d'entendre le dernier orateur expliquer son vote après le vote.

Le Président

J'espère que le monde va tenir dûment compte du message qui a été lancé aujourd'hui, et que toutes les communautés et tous les cercles qui s'occupent de cette question réaliseront l'importance de la résolution adoptée ici aujourd'hui et du débat qui s'est déroulé hier et aujourd'hui. Je tiens à vous remercier tous de votre coopération.

Nous avons ainsi terminé l'examen du point 150 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 25.

